



Au sommaire de ce numéro

44

En élargissant le débat (<i>Raymond Zaharia</i>).....	2
Retrait du travail ou du travail salarié (<i>JM Kneib</i>) ; note de lecture de <i>JL Michniak</i>	3
Journée d'étude ATTAC sur l'euro (<i>JL Michniak</i>) ; note de lecture sur « <i>la dissociété</i> ».....	4
Notes de lecture d'Eric Colas et d'Yvonne Cambon.....	5
Courrier des lecteurs ; Agenda ; Organisation d'Attac 92.....	6

Echos de l'AG d'ATTAC à Nanterre

Dernière limite pour régler votre cotisation 2010, si ce n'est déjà fait !

Une raison de plus d'adhérer à ATTAC :

A ATTAC, on construit des ponts

Dès l'origine, avec ses membres fondateurs (associations, syndicats, journaux, ...) et au-delà, Attac est un lieu de confrontation et de convergence entre de multiples acteurs du mouvement social. Parce que, face aux pouvoirs économiques et étatiques dominants, on ne peut avancer que par la coopération.

D'accord, pas d'accord avec les articles de ce numéro ? Réagissez ! Envoyez nous vos articles et annonces. Le prochain numéro paraîtra début janvier.

Diffusez, par courriel ou sur papier...

Vous souhaitez abonner des amis ? Donnez-nous leur adresse internet.

Attac a tenu son Assemblée générale annuelle et ses Assises les 20 et 21 novembre 2010 à l'université de Nanterre. Cette réunion a confirmé le **dynamisme retrouvé** de notre association : pour la première fois depuis 2003, le nombre de nos adhérents augmente en 2010, frôlant aujourd'hui les 10 000. Le rôle important et visible joué dans la mobilisation contre la réforme des retraites et le travail spécifique d'Attac France pour relancer cette année les adhésions ont contribué à cette évolution positive.

L'Assemblée générale a débattu du bilan de ce **mouvement social** à bien des égards **sans précédents**. Un mouvement large, unitaire, innovant, qui a conquis une légitimité forte dans la société et disqualifié les mensonges du gouvernement. Des millions de salariés et de citoyens se sont mis en mouvement contre cette réforme inique, qui répond aux seules exigences du Medef et des marchés financiers. Loin de « sauver la retraite par répartition », cette réforme fait payer la crise aux catégories modestes, tout en ouvrant la voie à la capitalisation, aux assurances et à l'épargne privées. Les débats de l'AG l'ont montré : malgré le vote de la réforme, imposée par le gouvernement au mépris de la volonté populaire et de la démocratie, le mouvement des retraites a sans conteste remporté une victoire idéologique qui laissera des marques dans la société française. Elle a renforcé dans les consciences l'**exigence d'un nouveau partage des richesses**, l'aspiration à la solidarité, le refus du « travailler toujours plus » au mépris de la justice sociale et des urgences environnementales. Il ne pourra rester sans lendemain : Attac, avec ses partenaires, s'attachera dans les semaines et les mois qui viennent à construire un véritable projet alternatif, pour une réforme des retraites juste et solidaire, qui porte les aspirations exprimées par la société dans sa mobilisation, et serve désormais de référence dans les débats politiques et sociaux. Nous nous préparons également à riposter contre un nouveau recul des droits à la retraite en 2013 si le changement de système prévu par la récente loi est entrepris. Imposée pour rassurer les marchés, cette réforme s'inscrit dans les plans d'austérité généralisée décidés en Europe par les gouvernements, la Commission et le FMI. Les débats de l'AG ont confirmé la nécessité pour le mouvement social français de **travailler avec les autres mouvements européens** pour bloquer cette offensive générale contre l'État social. Alors que le traité de Lisbonne vient à peine d'entrer en application, les dirigeants de l'Union constatent son inanité complète face à la crise, et décident de le réformer, en partie pour durcir encore ses dispositions les plus néolibérales ! Le réseau des Attac d'Europe, qui tiendra l'été prochain son université d'été européenne à Freiburg, tout près de la frontière franco-allemande, contribuera à la riposte sociale européenne. L'une des motions adoptées par l'AG engage l'association dans un grand débat sur la crise de l'Union européenne et les moyens d'y faire face. Nous mènerons ce débat se développera dans les mois qui viennent, en France et avec nos partenaires européens, en même temps que nous nous développerons la mobilisation sociale pour une autre Europe, démocratique, écologique et solidaire.

Mais l'Europe elle-même est prise dans le tourbillon de la crise globale, économique, sociale, écologique, géostratégique : une crise de civilisation. Le G20 prétendait remédier à cette crise pour empêcher de prochains effondrements. Son bilan est pitoyable : deux ans après l'effondrement de 2008, les bulles spéculatives et la guerre des monnaies font rage. La présidence française du G8 et du G20 en 2011 ne risque guère d'améliorer les choses. **Nicolas Sarkozy** voudrait redorer son image en se présentant comme le sauveur de la planète. Il a emprunté aux altermondialistes les principales priorités de son G20 (lutte contre la spéculation sur les produits financiers dérivés de matières premières et agricoles, taxation des transactions financières...). De la part du « **Président des riches** », ce ne sont bien sûr que des faux-semblants. Attac a pris l'initiative, avec le CRID, d'une coalition pour des mobilisations citoyennes à l'occasion du G8 (juin 2011 à Deauville) et du G20 (novembre 2011 à Cannes). Les débats de l'AG ont confirmé notre appréciation sur l'illégitimité de ces directoires de puissants qui décident dans l'intérêt des puissants. Surtout, nous devons montrer à ces occasions que les mouvements sociaux ont des propositions crédibles, justes et efficaces, pour remédier à l'anarchie néolibérale par la démocratie et la coopération, et qu'ils mettent déjà en œuvre ces propositions dans leurs pratiques quotidiennes. Nous avons en France une responsabilité particulière vis-à-vis de nos partenaires internationaux pour prendre le relais des **mobilisations internationales face aux G8 et G20**. Le Forum **social mondial de Dakar**, en février, sera une véritable rampe de lancement : des dizaines de milliers de délégués, représentant les mouvements sociaux d'Afrique et de tous les continents, prouveront à nouveau qu'un autre monde est nécessaire et possible. L'AG de Nanterre a discuté des moyens à déployer pour qu'Attac France y soit fortement représentée. Les Attac d'Afrique jouent déjà un rôle important dans l'organisation de ce FSM, et des délégations des Attac du monde entier sont attendues à Dakar.

La crise globale montre de plus en plus la pertinence des analyses et des propositions altermondialistes. Elle contribue à faire bouger les lignes, et facilite la construction de convergences entre mouvements sociaux sur des exigences à la hauteur des défis posés, c'est-à-dire des exigences radicales. La redynamisation d'Attac repose sur sa capacité à construire ces convergences et à leur proposer des objectifs pertinents. L'AG de Nanterre a longuement débattu des mobilisations sociales à construire à l'occasion du G8 et du G20, et confirmé qu'Attac en sera l'un des moteurs. Ce sera l'occasion de renforcer les comités locaux, de renouveler le tissu altermondialiste local et de renouer avec les fondements de l'altermondialisme : l'articulation entre le local et le global. C'est en montrant notre utilité dans ces mobilisations que nous pourrons **convaincre de nombreux citoyens, et notamment des jeunes, de renforcer notre association**. À nous bien sûr de leur faire toute la place nécessaire dans la vie de nos instances (comités locaux, commissions du CA, etc.), afin d'amplifier la relance d'Attac, dans et pour le mouvement social.

Déclaration du Conseil d'administration d'Attac 21 Novembre 2010

A propos de la fusion d'établissements hospitaliers, et en élargissant le débat...

Raymond Zaharia

Sur le sujet de la fusion, (sinon... de la "con-fusion" ?!), de l'hôpital Bécclère avec deux autres établissements AP-HP, (situés dans le 9-4), outre la position du maire de Clamart (décrite page 17 du bulletin municipal No 93, nov 2010), voir aussi celle du NPA: <http://orta.pagesperso-orange.fr/npa92sud/clamart.htm>

Dans une réflexion élargie du "local au continental"... on peut observer ce qui suit:

- **tant que** ne seront pas reconnues et traitées les "causes racines à plus de **cent milliards par an**"... (en tout) que sont la baisse des recettes fiscales par rapport à leur niveau d'il y a dix ans (liée, entre autres, au basculement Salaires => Profits), ou l'interdiction de la monétisation directe auprès de la Banque Centrale de la dette publique (interdiction qui rend obligatoire le versement de "royalties" sur les investissements publics aux banques privées, en Europe et hors d'Europe),
- **tant que** les manoeuvres de diversion ou d'intimidation d'un régime de plus en plus autoritaire... réussiront à détourner notre attention de l'essentiel (par exemple, ces causes racines d'un coût supérieur à 100 milliards d'euros par an...),
les exactions contre le Service Public (Hôpitaux, Poste, HLM, Education...) se poursuivront mécaniquement !

Car... avec des institutions qui garantissent la libre circulation des capitaux, (y compris hors UE... c'est le terrible noeud coulant - autoserrant ! - inventé par Hans Tietmeyer, il y a 20 ans !), aucun gouvernement ne peut se permettre de perdre la note AAA ! Nous ne sommes plus en démocratie !

Faute de rupture nette avec l'UE de Lisbonne... cette machine infernale qui donne plus de poids à l'avis des agences de notation qu'aux aspirations des peuples ..., le massacre quotidien des services publics se poursuivra, et ceci... quel que soit le résultat en 2012.

En effet, nous sommes, "pris en fourchette" entre les institutions de la V^{ième} République et celles de l'UE de Lisbonne: aucun changement n'est possible tant que le PS ne reconnaîtra pas son erreur: l'UE de Lisbonne est un poison mortel pour la démocratie, un concentré de compromis absurdes et inopérants, issus de différends franco-allemands courageusement "poussés sous le tapis", année après année !

Par exemple, sur la question monétaire, pourra-t-on encore longtemps nier l'évidence ? L'Euro est une "Monnaie Inique"! Faire une monnaie unique en maintenant la concurrence entre Etats membres est non seulement absurde... mais injuste! Les Grecs en savent déjà quelque chose ! Une monnaie unique sans solidarité... c'est une machine infernale à répandre l'austérité !

Car enfin... pour que des Etats membres aient un commerce excédentaire, il faut que d'autres soient déficitaires ! Sans possibilité de limiter leurs importations en dévaluant... l'austérité, (puis le défaut, ne nous leurrions pas !), sont obligatoires pour les pays déficitaires ! (Pour plus de détails voir <http://tinyurl.com/maladette>) Pour ceux qui douteraient encore de l'échec de l'Euro voir: http://www.france-alter.info/EURO_FLOP.jpg

Comment sortir de cette nasse ? Comment s'émanciper de ce bouclier antidémocratique... de cet instrument de domination de classe qu'est devenue l'UE, depuis Maastricht, et le triomphe de l'ordo-libéralisme d'outre Rhin ? Comment se débarrasser d'une construction inter-gouvernementale bâtie exclusivement en fonction des "intérêts", (à plus d'un sens du terme), des 10% les plus riches ?!

PS Aucun de nos dirigeants ne songe, bien sûr, à demander à la BCE de créer 600 milliards d'Euro... qui permettraient, par exemple et entre autres, de financer des investissements urgents comme "**défosiliser le PIB**"... (c'est-à-dire réduire notre addiction au pétrole...), tout en créant, par la même occasion, quelques centaines de milliers d'emplois de qualité ! Cela tombe bien... car si d'aventure... l'un d'eux, soutenu par son peuple, voulait faire preuve de la même audace que la "FED" de Ben Bernanke... il ne le pourrait point ! (articles 123 et 63 du Traité de Lisbonne obligent).

S'il avait tout de même les "tripes" de s'asseoir sur ces règles absurdes, (qui interdisent la monétisation directe de la dette publique... et procurent ainsi aux banques et fonds souverains de véritables "royalties" sur les investissements publics, avec in fine... un "billet direct pour l'austérité chronique"), cela nous ferait bien vite perdre la note AAA.

Nous verrions alors doubler le poids de la dette... qui est déjà de plus de 200 milliards par an pour les 16 pays de l'Eurozone ! (c'est-à-dire environ deux fois le budget communautaire !). Ce tableau absurde n'est-il pas une illustration convaincante de la "malédiction de l'UE de Lisbonne", une Union construite seulement en fonction des intérêts, (à plus d'un sens du terme...), des 10 % les plus riches... en Europe et... hors d'Europe ?!

Les questions qui se posent sont:

- Comment remplacer la concurrence entre Etats membres par la solidarité, (c'est-à-dire rendre impossible le comportement de "passager clandestin" du gouvernement allemand, depuis 10 ans),
- comment rétablir la souveraineté populaire sur les choix de politique économique et de partage des richesses, (actuellement dictés par les agences de notation !)

Cela s'appelle tout simplement restaurer la démocratie, confisquée par l'UE de Lisbonne !

Vive l'Europe, mais pas celle des banquiers et des multinationales... une Europe solidaire, démocratique, et écologique !

Le président de l'Eurogroupe, (qui est aussi un dirigeant du paradis fiscal niché au cœur de l'UE de Lisbonne...), ne va pas jusqu'à suggérer qu'on puisse **faire la même chose que les Etats Unis: faire racheter de la dette souveraine** par la BCE ! Puisqu'il est question de réviser les Traités, pour "fédéraliser", (c'est-à-dire soumettre au contrôle préalable de technocrates n'ayant jamais vu un électeur...), le vote des budgets nationaux - un clou de plus dans le cercueil de la démocratie ! - ce serait pourtant facile de... se délier les mains !

Bien entendu, la récupération du pouvoir monétaire devrait s'accompagner de contrôles et de contre-pouvoirs, mais si... étant dans une impasse... on s'interdit l'usage d'explosifs, sous prétexte que ce sont des produits dangereux... tout le monde trouverait cela idiot, il me semble ?!

Retrait du travail ou du travail salarié ? Jean-Marie Kneib, Dr en Mathématiques, Psychologue du Travail

Faisant suite à l'explosion des pathologies dues à l'organisation gestionnaire du travail (TMS, dépressions, suicides,...), l'indignation et la colère suscitées par la réforme des retraites montrent que le travail est au cœur d'enjeux de société importants. Cela n'est pas étonnant. Par la redistribution des richesses créées par le travail, la retraite (il faudrait parler de modalité de retrait du travail salarié) fait partie de l'armature de l'organisation du travail et du contrat social. Elle est liée aux questions névralgiques posées à la société contemporaine. Ce que la clinique du travail nous a appris, se manifeste à travers ce que disent des millions de Français dans les rues : **l'organisation actuelle du travail induit des pénibilités et souffrances indues, est délétère pour la santé, accroît les inégalités au lieu de les réduire, fragilise la démocratie.**

« La retraite avant l'arthrite ! », « boulot métro caveau ! », « laissez nous payer vos retraites, donnez-nous un emploi ! », sont quelques slogans relevés au hasard des manifestations. Ces caricatures -sérieuses, drôles ou poétiques, sont d'authentiques sédimentations d'une délibération collective. Lorsque des millions de personnes débattent de la question du travail, cela ne peut pas sans danger être traité par le mépris. Ne pas en tenir compte dans l'élaboration des lois qui régissent la vie sociale, est malsain. La capacité d'avoir un débat sur l'organisation du travail témoigne de la santé démocratique d'un pays. Des élus, retranchés derrière leurs idéologies, ne pourront jamais rendre légitime ce qu'ils ont rendu légal. Injuste, la loi qu'ils viennent de voter récuse la possibilité de se retirer dignement du travail salarié, augmente les inégalités entre les femmes et les hommes, les jeunes et les moins jeunes, les ouvriers et les cadres, les bas et hauts revenus, les banlieues stigmatisées et Neuilly. En donnant peu d'espoir d'améliorer sa situation autrement que par le chacun pour soi, elle contribue à la perte de sens du travail. La saisine de la Halde a dévoilé l'injustice faite aux femmes. Les lycéens révoltés montrent celle faite aux jeunes -indirectement à leurs parents. Les morts de l'amiante ont permis de parler de ceux dont la vie est réduite du fait des effets différés de leur travail.

En précipitant le vote de son projet, le pouvoir montre sa peur face à l'activité collective de délibération. Des articles de cette loi ont ainsi été votés en *catimini* : mainmise patronale sur la médecine du travail, initialisation de la retraite par capitalisation dans les grandes entreprises... On connaît les effets délétères de l'individualisation du travail : les risques dits psychosociaux. Le débat sur les retraites fait suite à celui sur les suicides au travail. La logique financière a dévoyé le sens du travail jusque dans les hôpitaux où le soin a été transformé en actes tarifés. Les procédures qualité font souffrir soignants et soignés. Avec une organisation du travail qui décourage l'idée du travail bien fait, altère la santé psychique et physique, l'essentiel d'entre nous ne travaillera probablement plus à 67 ans. Pouvoir se mettre en retrait de ce système pour faire quelque chose d'utile et de qualité, pour soi et pour les autres (travailler autrement) est un besoin individuel, une demande sociale et une urgence politique. C'est la question du travail qui réunit et intéresse des millions de personnes. Malgré les slogans, ce n'est pas la fin du travail à 60 ans qui est demandée mais la fin de la pression du lien de subordination, de la peur du chômage, de l'injonction à mal travailler (voire au mépris de son éthique) avec un sentiment croissant d'inutilité. Même si l'idéologie dominante assimile travail à travail salarié, le travail ne se confond pas avec le travail salarié. Prétendre l'inverse est un non-sens théorique et économique.

Cette réforme ne sera pas digérée. Que ce soit par démotivation rampante grevant la productivité, mobilisation menant à son abrogation ou augmentation des souffrances au travail, elle sera rejetée. A nous de faire en telle sorte que les travailleurs n'en soient pas les victimes.

[cet article a été publié dans l'Humanité]

Note de lecture de Jean-Louis Michniak Capitalisme et démocratie: "mariage" tumultueux ou "divorce" consommé ? Dans *l'Humanité-Dimanche* (18-11-2010), Thomas Coutrot cite (à point nommé!) la formule du sociologue nord-américain Robert Dahl ("mariage tumultueux") pour décrire les rapports du capitalisme et de la démocratie. Le co-président d'Attac-France poursuit: "Si tumultueux que le divorce a été souvent prononcé: le fascisme, le nazisme, le franquisme et bien d'autres régimes autoritaires ont été instaurés pour sauver le capitalisme en sacrifiant la démocratie. Après la Seconde Guerre mondiale, les luttes sociales imposent le compromis keynésien - l'Etat providence- dans bien des nations occidentales . . . Mais la crise et l'offensive néolibérale mettent fin à cette alliance éphémère entre démocratie et capitalisme. . . **La mondialisation néolibérale finit par vider les institutions démocratiques de leur substance**, n'en conservant que la forme. La mobilité du capital lui donne un pouvoir coercitif sans équivalent . Si les politiques d'un gouvernement ne satisfont pas les exigences des investisseurs, ces derniers le sanctionnent immédiatement en retirant leurs capitaux . Le développement du chômage finit par démoraliser les couches populaires et convaincre les électeurs de consentir sans violence aux mesures exigées: réduction des dépenses publiques, lutte prioritaire contre l'inflation, privatisation des services publics, flexibilité des contrats et du travail . . . La constitutionnalisation des politiques néolibérales, sanctuarisant les intérêts de la finance au dessus du politique, s'inscrit dans les traités internationaux, dans les statuts des banques centrales . . ., dans les autorités . . . de régulation ."

En effet, ce sont de bons rappels de cette tenace réalité historique et politique !

Cette journée de formation/débats du samedi 6 novembre, à la Bourse du Travail, à Paris (10ème) était particulièrement dense et enrichissante sur le plan pédagogique et réflexion .

Les intervenants (Dominique Plihon, Esther Jeffers, Christian Causse, Pierre Khalfa, Bernard Cassen, Thomas Coutrot, Catherine Samary) ont remarquablement animé les 2 tables-rondes qui portaient sur des sujets très contemporains et aussi ... très copieux : « analyse de la crise de l' Euro », et « quelles stratégies pour des politiques alternatives dans l' Union européenne ». J' ai apprécié également les prises de paroles dans la salle de militants passionnés et enthousiastes comme Michel Husson, Raymond Zaharia et bien d' autres !

Beaucoup de contributions constructives, certaines interrogations, quelques divergences bien sûr , car des sujets d' une telle complexité n' entraînent pas forcément unanimité dans les points de vue et les solutions proposées. Il nous faut donc rester modestes, créatifs, non-conformistes, admettre des risques d' échec (la garantie totale de réussite est illusoire, malgré des diagnostics et des remèdes très sérieux!) .

En conclusion de ce bref message, j' ai bien noté le rappel du combat d' Attac (avec autres organisations, nous ne sommes pas seuls!) : notre objectif essentiel du partage des richesses produites ne peut pas rester uniquement au niveau national; il faut tendre vers une refonte radicale, démocratique, sociale, écologique, laïque, pacifique de l' Union Européenne ! Nous devons aller de la concurrence vers la coopération pour une Europe dans l' intérêt des peuples .

Quant à moi , j' ai posé une question orale sur les conditions d' une éventuelle suppression du F.M.I. (tant décrié, à juste titre, dans son fonctionnement depuis quelques années déjà!) et son remplacement par quelle institution, si nécessaire! Vaste interrogation, n' est ce pas?

Note de lecture : « La dissociété » (de Jacques Généreux) est vraiment **un grand bouquin** car on comprend (je comprends enfin, parfaitement) les mécanismes qui sont en train de détruire tous les acquis sociaux.

Ce n'est pas la victoire (stupéfiante à ce point, et proprement inexplicable) d'une petite clique de profiteurs, mais la défaite de tous. C'est comme un cancer qui ronge la société. **La force du néolibéralisme n'est** ni sa logique (qui ne tient pas debout) ni son côté naturel (contraire à la vraie nature humaine), ni même l'avantage d'être "du côté du manche" (qui dans l'histoire a souvent changé de mains), mais bien **qu'il est plus facile de détruire que de construire** (le côté du désordre triomphe, comme l'entropie dans le monde physique) et que la solidarité est bien plus difficile à organiser que le "sauve-qui-peut" (irrésistible quand tout va mal, cf la situation d'Haïti) à cause de l'insuffisance d'information des acteurs (6 milliards d'humains à sortir d'un piège de type "dilemme du prisonnier", c'est utopique)...

Finalement cette crise économique qui se prolonge est peut-être une chance. Elle arrive à point avant un effondrement écologique général dont il serait beaucoup plus douloureux de sortir. Elle met à nu les **aberrations du système de la "croissance" infinie**, qui se révèle n'être qu'une vaste pyramide de Ponzi à l'échelle du Globe, qui a pour effet de ponctionner jusqu'à l'os les plus faibles et les plus nombreux, pour s'effondrer brutalement à la fin quand le recrutement de la base vient à manquer (impossibilité d'endetter davantage les Américains modestes, ou de trouver des travailleurs plus dociles et meilleurs marché que les paysannes chinoises arrachées des campagnes, ou des "nantis" plus défaitistes que les fonctionnaires européens).

Henri Ford avait compris, dans une Amérique pourtant grande, qu'il devait payer ses ouvriers suffisamment pour qu'ils achètent ses voitures. Dans un monde ouvert on peut surfer sur la vague du tsunami économique tant qu'il reste de l'espace à courir. Mais c'est fini : la vague revient. Au Moyen-âge les usuriers avait ligoté la paysannerie dans une montagne de dettes. C'est un peu la même situation aujourd'hui. Les "pertes" abyssales du privé ne peuvent même plus être épongées en les socialisant, car les Etats sont déjà exsangues après avoir servi pendant 30 ans des rentes à intérêts composés. Pour finir, les paysans peuvent voter l'abolition de l'usure, mais les usuriers seraient bien mal avisés de souhaiter la disparition de la paysannerie. Avant une nouvelle partie de Monopoly (si ça nous amuse encore) il faut redistribuer les cartes.

(l'auteur de cette note de lecture a souhaité garder l'anonymat).

Les travailleurs de la culture en lutte, d'Irène Pereira

Editions d'ores et déjà, novembre 2010, 8€

Le syndicalisme d'action directe face aux transformations du capitalisme et de l'État dans le secteur de la culture

Cet ouvrage s'adresse à tous ceux, militants, salariés du secteur de la culture et citoyens curieux, qui souhaitent mieux appréhender les transformations dans le secteur de la culture, les luttes syndicales et les mutations actuelles de l'État et du Capitalisme. À partir d'une étude empirique, basée sur des entretiens et des observations participantes, cet ouvrage propose un panorama des évolutions et des problèmes qui se posent actuellement dans le secteur de la culture en France : éditions, médias d'information, exploitation cinématographique, conservation du patrimoine, spectacle vivant. Il présente des luttes et des actions menées par des syndicalistes en particulier par rapport au problème de la précarité ou contre la Révision générale des politiques publiques (RGPP).

L'ouvrage propose en outre une réflexion sur la place du syndicalisme face au capitalisme et à l'État. Il avance des pistes de réflexion pour comprendre l'État, le capitalisme et leurs relations aujourd'hui.

Irène Pereira est docteure en sociologie, chercheuse associée au GSPM / EHESS et chargée de cours à l'Université. Par ailleurs salariée au Ministère de la Culture, elle milite au syndicat SUD Culture Solidaires. Elle est en outre co-fondatrice de l'Institut de Recherche, d'Étude et de formation sur le syndicalisme et les Mouvements sociaux (IRESMO) et auteure de plusieurs ouvrages d'études politiques dont: Peut-on être radical et pragmatique ? (Textuel, 2010); Les grammaires de la contestation (La découverte, 2010).

A commander aux éditions d'ores et déjà: <http://www.doresetdeja.fr/index.php?page=litterature>

Note de lecture d'Eric Colas : « Le Laboratoire Grenoblois »

Voici un texte passionnant signé de "Simples Citoyens", daté de mars 2002 et publié par les excellents *Pièce et Mains d'Oeuvre* (PMO) : <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/>). http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=116

Le discours de la Science s'est installé dans notre société, devenue moderne.

Le discours, c'est ce qui fait lien social, ce qui relie dans la société. Il signe de quelle place une parole est émise, en la référant au discours qui la structure. Parmi les discours à notre disposition, il y a le discours du maître, celui qui ordonne, qui commande. Depuis quelques décennies, nous assistons à l'alliance du maître avec le scientifique. S'appuyant sur l'expertise du scientifique, le maître légitime son innovation, fait taire la contestation et réoriente à son bénéfice les productions. Le scientifique y gagne d'installer son organisation et de faire avancer un peu plus sa démarche, en la répandant aux quatre coins, sans contestation possible : le maître a ordonné, le scientifique exécute.

A Grenoble, ce nouveau credo se nomme la "liaison recherche-industrie". A cette liaison, il semble que tout lui soit promis. Et donné. On remarquera tout de même qu'elle cache un troisième compère : la grande muette et ses rêves militaires. Grenoble est devenue la réalisation exemplaire, et donc à promouvoir, de la conjonction de ces deux discours.

« Le laboratoire grenoblois », texte qui commence à dater, retrace, à la taille de cette ville, l'histoire de ces alliances : comment l'un et l'autre se sont nourris et enrichis. A la taille d'une ville et avec les financements de tous les échelons étatiques, du municipal au national et européen. On voit l'énergie déployée pour réaliser ce rêve : la Science victorieuse et surtout profitable au capital. Évidemment quelques dépôts de bilan, financés sur deniers publics et autres PPP (Partenariats Publics-Privés, qui créditent le privé par la dette publique) émaillent cette histoire qui n'est pas finie.

Parmi les conséquences locales de ces « nouveaux » fléchages d'argent public, il y a la crise immobilière, ici majorée par la volonté d'attractivité économique du territoire : on fait venir des ingénieurs internationaux, au haut pouvoir d'achat. Leur fort salaire est justifié pour les attirer, avant qu'il n'aillent chercher et trouver ailleurs : ils ont une réputation de très forte mobilité! Ils ne restent pas bien longtemps et en partant ailleurs, ils créent une bulle spéculative immobilière supplémentaire.

Les Isérois subissent ces mécanismes et cet été nous avons pu constater l'actualité du phénomène : un nouvel épisode s'est écrit dans le quartier, désormais connu de tous, La Villeneuve. Il faut croire qu'avant l'été, tous les avaient oubliés. L'argent public et surtout la municipalité, tout acquise à la Science. Ce qui n'a pas été discuté à cette occasion. Le maire ne permet pas qu'on touche à cela, qu'on le discute. Mais, il se fait le chantre d'une politique de la ville réconciliée avec l'argent et surtout anti-gouvernementale. Regardez ce que je dénonce et non ce que je cache sous mon tapis de banlieue.

Où l'on comprend l'empressement du maire actuel à se faire entendre dans les médias. Il est expert ès-sécurité et lui sait s'y prendre avec les banlieues qui flambent. Il n'y a rien à chercher du côté du local ni du côté de la science. Son empressement et sa volonté de conflictualiser avec le gouvernement cachent sa responsabilité et le projet qu'il poursuit. Lui-même est un scientifique, transformé en politique.

Quant au titre : Grenoble est un laboratoire en elle-même : la science y est partout. Grenoble est le laboratoire que beaucoup regardent : il s'y passe l'expérience que d'autres voudraient reproduire. Pour déposer le brevet ? Et empêcher les royalties ? La suite ? Ce sont les nanotechnologies qui colonisent la cuvette. Et c'est un autre texte.

eric.colas « at » evab.org, <http://attac92clamart.free.fr/autre/spip.php?article410>

Note de lecture d'Yvonne Cambon

Après la bataille contre la réforme des retraites, importante mais qui n'a pas été un ras de marée, en tout cas qui n'a rien fait avancer, se pose toujours la question **Que faire ?** Beaucoup se la posent, citons le philosophe Slavij Žižec, marxiste, dans un livre dont est extrait l'article du Diplo de novembre « Pour sortir de la nasse » ; j'ai lu plus en détail le sociologue **Alain Touraine** qui vient de publier « **Pour sortir de la crise** ». Je me contente de citer ses conclusions dans le dernier chapitre qu'il intitule « Résumé » :

1. Il ne s'agit plus d'une lutte des classes ni d'un combat entre classes sociales. La crise est la rupture imposée par les financiers entre leurs intérêts et ceux de la population. « La société industrielle ... a été détruite par l'action irresponsable de certains d'entre eux ». Il faut, dit-il, reconstruire une société où l'Etat devra obliger « les maîtres de l'économie » à tenir compte des intérêts de la population. Ce n'est pas la social-démocratie qui peut le faire. Les demi-mesures seront inefficaces.

2. Impossible de revenir au passé. Les sociétés industrielles « ont été blessées à mort, on ne peut leur redonner vie. »

3. Seule alternative, nous abandonner aux crises jusqu'à la catastrophe ou reconstruire un nouveau type de vie économique et sociale.

4. Face à un univers de plus en plus globalisé, la seule défense doit être au dessus de la réalité économique et sociale. « Il s'agit de l'appel aux droits universels de tous les êtres humains : droit à l'existence, à la liberté et à la reconnaissance de l'appartenance à des sociétés menacées, redonner vie à un humanisme respectueux des demandes de tous les êtres humains. Ne plus traiter les êtres humains comme des marchandises.

5. Transformer cette idée générale de respect des droits humains en de nouvelles formes de rapports sociaux. Renouveler les mouvements féminins et de la défense d'un développement durable.

« Reconstitution des rapports entre les acteurs économiques, la formation de leurs valeurs communes et de nouvelles interventions publiques. » « Il faut proclamer que la démocratie transforme les travailleurs en citoyens responsables, c'est la condition première du redressement économique et social. Nous avons conquis des libertés, il faut les défendre. »

Cela peut paraître évident mais un retour aux fondamentaux est toujours bon à entendre.

Ces propos me paraissent compatibles avec « un autre Monde est possible », que de nombreux mouvements, dont ATTAC, revendiquent ; en bref, redonner foi au travail collectif bon pour lutter contre l'individualisme. D'autre part il n'y a pas beaucoup de différences avec les conclusions du philosophe marxiste.

Retrouver l'action collective, le mouvement contre les retraites nous a fait avancer d'un pas.

Continuons d'avancer mais le moteur ne peut être alimenté que par les actifs. Moi je ne suis que retraitée et un peu privilégiée !

Courrier des lecteurs

Grégory Mars : Le passage 'Entretien avec René Passet dans le Magazine Télérama (20/10/2010)' me fait penser à une vidéo que j'ai découverte il y a quelques semaines sur le projet Venus. Jacques Fresco (un Américain de 94 ans) milite pour une nouvelle économie basée sur les ressources. Je vous encourage à regarder la vidéo (2 heures) : <http://vimeo.com/2035157> (Zeitgeist Addendum)

J'en ai parlé la semaine dernière avec mon groupe local de Clamart et certains étaient vraiment motivés pour la voir.

Je pense que cette vidéo gagnerait à être diffusée très largement !!

De même cet article sur Wikipedia (un peu dans la même optique) sur l'économie distributive :

http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_distributive

X. (ce correspondant a demandé à conserver l'anonymat). (*Réaction à l'éditorial « que la bête meure »*).

Bravo. Rien n'est plus éclairant que de dénoncer le mensonge économique fondamental : dans le monde globalisé, l'économie des uns est l'inverse de l'économie des autres. Le mensonge des rois était : ce qui est bon pour le pays est bon pour son Roi, donc ce qui est bon pour moi (le Roi) est bon pour le pays. Le mensonge de l'oligarchie est : ce qui est bon pour la prospérité des riches retombera en pluie fine sur tous. Comme à travers un miroir le monde est inversé (la gauche devient la droite), les sens des mots s'inversent selon qu'on parle du bien commun (le plus grand nombre) ou du bien de l'oligarchie (les 1% qui profitent réellement du néolibéralisme et font croire à plus de 55% qu'ils vont en profiter aussi).

Dans le sens commun : "économie" a un sens positif et "dette" un sens négatif.

Dans la réalité "dette de l'État" veut dire moins d'argent pour le futur (retraites, recherche, formation, investissements) et davantage d'argent tout de suite pour l'oligarchie (intérêts versés aux détenteurs d'obligations d'État).

Dans la réalité "économies" veut dire moins d'argent pour le bien commun (allocations, salaires des fonctionnaires, santé, éducation) et plus d'argent pour l'oligarchie (renflouement des banques...).

Dans la réalité "moins d'impôts" veut dire cadeaux fiscaux à l'oligarchie (bouclier etc...) mais davantage d'impôts déguisés pour tous (augmentation récente de l'électricité ...).

Dans la réalité "faillite de l'État" veut dire fin de "l'état providence" (pour tous) et l'occasion rêvée pour l'oligarchie de se débarrasser du principal obstacle aux profits (généralisation du paradis fiscal). Pour l'oligarchie, l'État peut se réduire à la police, et encore à condition qu'elle soit aveugle pour certains agissements, ce qu'une milice privée fera beaucoup mieux.

Dans le monde réel, travailler plus (pour le plus grand nombre) signifie bien gagner plus (pour quelques rares). Il suffit de connaître le sens des mots, donc de quel côté du miroir ils ont été prononcés.

R.V. Reconnaissance pour ton dévouement et grand merci pour l'info d'ATTAC que tu nous fait parvenir régulièrement. Regret de ne plus être en mesure d'apporter ma quote part au mouvement.

Pierre Colas : Lignes d'Attac et Angle d'Attac posent un lien de cause à effet entre sauvetage des banques et réduction actuelle du budget de l'État. C'est une affirmation et non une démonstration !! Sans prêt de l'État les banques qui avaient des créances non recouvrables faisaient faillite en cascade car elles se prêtent les unes aux autres. L'État leur a permis de passer le cap difficile et elles ont remboursé. Par ailleurs l'État qui s'endette depuis des années est arrivé au stade où il n'est plus crédible. La politique d'austérité est nécessaire pour les individus ou les États qui vivent trop longtemps à crédit. C'est la perte de confiance dans l'économie qui a précipité la perte de confiance dans les États; mais la politique dépensière que nos gouvernements successifs se sont permis nous menait inéluctablement où nous en sommes.

Qu'en penses-tu ?

Agenda

- 2 décembre Clichy** **Pourquoi agir contre le réchauffement climatique ?** avec **Fabrice Flipo**
Maître de conférence - Conseil Scientifique d'ATTAC France
20 h , Salle Heidenheim, Place du Marché , M° Mairie de Clichy
- 2 décembre Montrouge** **En finir avec (ou dépasser) le capitalisme, Réunion-débat, avec Gérard Duménil,**
professeur à l'Université
20 h 30, Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand
- 7 décembre Montrouge** **Les impôts, réunion -débat organisée par notre députée Mme Amiable**
avec **Vincent Drezet** secrétaire national de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires et membre du conseil scientifique d'Attac, et **Nasser Mansouri-Guilani**, responsable du secteur économique de la CGT.
19 H , à l'école Raymond Queneau, 57 avenue Henri Ginoux
Juliette Choupin Tél. 01 46 65 49 00 <http://www.mhamiable.fr> Assistante parlementaire de Marie-Hélène AMIABLE Députée des Hauts-de-Seine Maire de Bagneux
- 14 décembre Rueil-Malmaison** **A qui profite la dette ?** avec **Raymond Zaharia**
20 H, salle de la mairie de quartier, place du 8 mai 1945
(à l'angle des rues des Bons Raisins et Galliéni)
La soirée se terminera, comme à chaque fois, par un pot qu'on espère amical.
Un co-voiturage peut être mis en place pour ceux qui le souhaitent, à l'aller comme au retour.

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Jean-Louis Montel) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas president.attac92@attac.org

Secrétaire : Michel Fenayon secretaire.attac92@attac.org

Vice-secrétaire : Sophie Maloberti

Trésorier : Hubert Guérinet

CNCL Attac Ile-de-France : Cécile Ganeval

Groupe communication : Hubert Guérinet, Christian Hamon, Cyril Pocréaux

Fichier : Nicolas Lasman, Jacques Pinoteau

Correspondant Electronique Local Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux

Asnières : Guy Rodary

Clamart : Eric Colas

Antony : Cécile Ganeval; François Tonnerieux

Colombes : Bernard Kervella

Fontenay : Hélène Héryn

Rueil-Malmaison : Cyril Pocréaux

Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol

Courbevoie : Annie Reynaud

Montrouge : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas; Marjorie Gaudemer

Genevilliers : Nelly Viennot

Angle d'attac 6, rue Ledru-Rollin – 92150 Suresnes Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)